« 3° Depuis quand elles sont en la possession de la famille de Verna, « quelle en est la provenance et l'origine, si elles proviennent de « fonctions publiques exercées par le baron de Verna, si elles provien- « nent d'acquisitions faites à des ventes publiques ou privées, soit sous « l'empire du droit ancien, soit sous l'empire du droit intermédiaire, « soit sous l'empire du droit civil ;

« 4° Si ces pièces, bien que n'ayant pas appartenu à des bibliothèques « ou archives publiques, proviennent cependant des services publics de « l'Etat, des départements ou des communes, si enfin elles offrent un « sérieux intérêt général, administratif, politique ou historique. »

Attendu que les experts ont procédé à la mission qui leur avait été confiée et déposé leur rapport au greffe le 8 février 1898 ;

Qu'il y a lieu d'apprécier le mérite de ce rapport et de statuer sur ses conclusions ;

Attendu que les experts après avoir constaté que les documents soumis à leur examen rentrent dans la catégorie des documents d'archives, c'est-à-dire des pièces officielles de toute espèce, telles que registres, chartes, correspondances publiques, les classent dans trois catégories principales ;

1° Ceux qu'ils attribuent aux revendiquants ;

2° Ceux qu'ils déclarent douteux ;

3° Ceux qui doivent rester la propriété des défendeurs ;

Attendu que les revendiquants demandent à être mis en possession de tous les numéros qui leur sont attribués et réclament encore comme leur propriété la plupart des numéros douteux ;

Attendu que les défendeurs consentent à la remise aux demandeurs des numéros que leur attribuent les experts, leur contestent la propriété d'un certain nombre de numéros douteux, et demandent la restitution des numéros qui leur sont laissés ;

Qu'ils réclament, en outre, des dommages-intérêts pour le préjudice que leur aurait fait éprouver la saisie vexatoire et excessive dont ils ont été l'objet ;

Attendu qu'avant d'examiner successivement les diverses revendications soulevées ainsi que les appréciations et conclusions des experts afférents à chacune d'elles, il convient de poser brièvement les principes de droit qui guident l'examen du Tribunal et délimiteront sa décision.

Droit. — Attendu que l'énumération des dépendances du domaine